L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS VENDREDI MATIN, 8 OCTOBRE 1875. 49me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI MATIN, 8 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par Placide J. Spear, coin Bourbon et Conti, vente continuée de gages non retirés.

Par M. W. Newman, au No 63 de la rue de la Douane—bottes, souliers et brodequins.

SPECTACLES.

Vendredi, 7 octobre 1875.

ACADEMIE.—Les Troubadours de Saulsbury.

Un plan à refaire.

Il n'a paru dans les colonnes d'un de nos confrères de cette ville un projet de budget, qui s'il se fait remarquer par des réductions considérables de dépenses et de taxes ne brille pas du moins par la raison de ceux qui l'ont imaginé. Ce projet de budget est donné comme devant être celui qui sera adopté par les administrateurs de la ville pour l'année prochaine. Nous nous voyons dans la nécessité de le combattre non pas parce qu'il est radicalement réducteur—qu'on nous passe ces deux mots :—Mais bien parce qu'il serait illégal, plus illégal que les dettes les plus odieuses contractées sous le gouvernement républicain de Warmoth et de ses législateurs.

Pour donner tout de suite à nos lecteurs une idée juste du projet en question nous en citerons l'item qui concerne l'usine des Waterworks. Les frais de cette usine sont portés à $125,000 et les rentes qu'elle procure sont portées à une somme égale : en sorte que suivant les nouveaux réformateurs la distribution des eaux ne coûte rien à la municipalité, les habitants lui payant tout ce qu'elle leur donne. Eh bien, pour payer les anciens actionnaires des Waterworks, qui ont été forcés par la loi de vendre à la ville une propriété de cette valeur, on change leur créance, on abolit leur titre et on leur donne des bons de loterie qui tomberaient à zéro si la combinaison à prime réussissait dans sa plénitude. Comment qualifier cette opération ? Est-ce honnête ? Est-ce légal ? Ce n'est ni l'un ni l'autre.

Ce n'est ni l'un ni l'autre, surtout quand on pense que cette créance des waterworks est traitée ainsi pour faire honneur aux bons de Warmoth, aux bons à l'émission desquels ont coopéré si fortement les West, les Shaw, les Cookren et les Lewis.

En honneur, comme en conscience, nous ne pouvons appuyer une telle combinaison.

Les inventeurs de pareils expédients financiers semblent, croire, ils le disent même tout haut, que les tribunaux démocrates leur donneront raison dès qu'ils auront remplacé les tribunaux radicaux. Ils se trompent, les tribunaux démocrates feront justement le contraire : ils protégeront les dettes de l'ancienne ville, de la ville consolidée, et répudieront les dettes de la ville radicale, les dettes de la ville qui furent contractées quand elle n'avait pas de représentation ou quand sa représentation était fausse, et fausse à 17,000 voix près. La majorité de l'administration Flauders fut frauduleusement portée à 5,000 voix, quand la majorité de Wiltz en 1870 eut dû être et était bien réellement de 12,000. Appelle-t-on cela une représentation ? et une telle représentation a-t-elle pu faire de justes dettes, des dettes légales ?

Non, et c'est ainsi que décideront tous les tribunaux honnêtes aussitôt que nous aurons le bonheur de les avoir, et personne plus que nous ne désire ce changement.

On semble croire aussi que la Chambre démocratique de la Législature actuelle fera des lois pour sanctionner la combinaison en question. C'est encore là une erreur, quand même toute la Législature serait démocratique, ce ne serait pas ces lois, parce qu'elles seraient inconstitutionnelles. Une Législature ne peut légiférer que pour l'avenir. Elle n'a aucune puissance sur le passé, à moins qu'il ne s'agisse de fraudes du ressort des tribunaux. Alors les tribunaux lui viendraient en aide.

Ainsi la Législature peut mettre un terme à l'exécution de la loi qui donna naissance à la Compagnie de desséchement et d'excavation, dont les frais menacent de ruiner quantité de propriétaires ; la Législature peut mettre un terme à l'exécution de la loi qui constitua la Compagnie de levée et nous comptons bien qu'elle le fera ; la Législature peut changer la loi sur les impressions publiques et faire cesser toutes sortes de monopoles non commandés par la nécessité et imposés par des fraudes parlementaires et maintenues par des prévarications judiciaires, mais elle ne peut annuler des lois constituant des contrats, quand ces lois ont été faites de bonne foi et avec toutes les conditions de garantie légitime dans la forme des assemblées représentatives qui les votèrent. Ainsi la Législature ne peut prescrire contre les lois de 1852 et de 1853, ni en ce qui concerne la dette consolidée de cette époque, ni en ce qui concerne les émissions de bons en faveur des premiers chemins de fer : la Législature a encore moins de pouvoir, si c'est possible, sur la loi constitutive des Waterworks puisqu'elle a précédé de 16 ans la loi de la consolidation.

Nous n'avons pas la prétention de rien dire ici de neuf pour les anciens membres du barreau qui doivent connaître plus ou moins notre histoire municipale. Ceux-là doivent rire des ignorances légales d'aujourd'hui et de cette manière cavalière de traiter un budget où tout le passé d'un quart de siècle est sacrifié aux convoitises sans pudeur de cette époque ; ils doivent rire de ces efforts burlesques, renouvelés sans cesse, pour transformer de mauvais titres et leur donner, par le nombre de ceux qui les détiennent, une respectabilité apparente.

Nous insistons sur ce point, le nombre de ceux qui les détiennent..... En effet, leur nombre est considérable, et quant aux sommes qu'ils représentent, nous l'avons dit souvent, ce sont 14 millions qui veulent plaider contre 7 ou 8 millions et forcer ces derniers à subir la loi radicale de nivellement et d'égalisation. Il n'est donc pas surprenant qu'ils soient bien appuyés. Aussi voit-on leurs détenteurs s'agiter partout, dans le conseil de ville, dans les assemblées, dans la presse, partout enfin où ils espèrent produire une impression qui leur soit favorable. Ils font du bruit jusque dans les délibérations de l'Union centrale des propriétaires le dernier endroit où l'on devait croire qu'ils pussent s'introduire.

Nous en avons eu la preuve avant-hier soir quand il a fallu voter sur les deux rapports relatifs à la dette. On a vu MM. Scanlan, Higby, Paisley et d'autres voter pour le rapport qui adopte le plan de Bonk à prime, mal copié de plans semblables pratiqués en Europe, et ils ont résolu, non parce qu'ils étaient excellents, mais parce qu'ils formaient la condition principale des emprunts fondés sur cette base aléatoire. Y souscrivait qui voulait. Mais jamais, en Europe, on n'a appliqué ce moyen de rachat à des emprunts négociés dans les formes ordinaires. Jamais, en Europe non plus, excepté en temps de banqueroute, on n'a confondu les titres de diverses origines sans indemniser ceux qui avaient une valeur supérieure.

Encore si le résultat de la combinaison de ces messieurs était fructueux, les gens peu scrupuleux seraient tentés de l'approuver, ou au moins de se taire ; mais ce résultat est un leurre. La vérité, la voici : nous serons obligés de payer 50 millions en 25 ans au lieu de 7 ou 8 millions avec une taxe très modérée pour l'amortir et la servir pendant une quinzaine d'années.

Qu'aime-t-on le mieux ? Le rapport de Mr Scanlan est pour les 50 millions et le rapport de Mr Forman est pour les 8 millions. C'est ce qui a été démontré avec beaucoup de puissance par le Dr. Tébault dans la dernière séance du comité central. Mais on répond à cela que la taxe pourra être réduite sans délai à 1 et 1/4 0/0. Nous donnerons, nous, un moyen de la réduire encore davantage en ne payant que les actionnaires des waterworks auxquels il est dû environ $80,000 par an pour une usine qui en produit $125,000.

Nous calculons que le procès des consolidés durera au moins trois ans. Or, comme ce procès met en question la validité de 14 millions de dettes, l'intérêt de ces 14 millions sera moralement interdit et peut-être même légalement ; ensuite, la municipalité se refusant à payer les intérêts des consolidés, il s'ensuit qu'elle n'aura rien à payer du tout ni pour les uns ni pour les autres. Partant plus de taxe d'intérêt pour le service de la dette. On sauvera par conséquent les $300,000 du plan Paisbury pour la première année, ainsi que la progression effrayante de cet intérêt pendant les deux ou trois années qui suivront. Par ce moyen la taxe sera réduite à 1 0/0 au lieu d'être réduite seulement à 1 et 1/4 tout d'abord et à 1 1/2 pour la seconde ou troisième année ; ainsi de suite.

Maintenant, nous le demandons en toute raison et en toute conscience et avec un désintéressement parfait, connaît-on un tribunal aux Etats-Unis, à le prendre où l'on voudra, assez robuste d'ignorance en droit pour abroger de sa propre autorité les lois-contrats de 1852, ces lois tutrices de la ville qui, si on les eut respectées, nous eussent épargné 14 millions de dettes honteuses, 14 millions que nous serions forcés de payer au prix de 50 millions, si le plan du Conseil de ville, préconisé par MM. Scanlan, Higby et Paisley, devait prévaloir ?

MORT DE MR ALFRED PENN. — Mr. Alfred Penn, ancien président de la Banque de l'Union et qui a été longtemps négociant et propriétaire d'une presse à coton, vient de mourir à Salem, Virginie, à l'âge de 75 ans. Il était le père du colonel D. B. Penn, lieutenant-gouverneur élu en 1872, MM. Chas. A. Conrad et Krombahr, gendres de Mr Alfred Penn, se trouvaient auprès de lui au moment de sa mort. Nous offrons à sa famille nos sincères compliments de condoléance. Le défunt avait occupé ici une haute position dans la communauté commerciale où il jouissait de l'estime et de la sympathie générale.

PANTOMIME. — Nous aurons bientôt à l'Académie de Musique une troupe d'excellents pantomimes, la troupe qui donne maintenant des représentations à St-Louis et qui sera ici dans une semaine. On parle avec beaucoup de faveur de quelques uns de ces artistes qui ont exécuté "Jack et Jill" dans la perfection. Les exercices de Leona Dare sur le trapèze volant sont extraordinaires. On est sûr d'elle, et cette certitude procure aux spectateurs un plaisir immense. Son vol des galeries à la scène est gracieux ; sa suspension par les dents est étonnante et tout ce qu'elle accomplit est très brillant. Stewart, Dare, le gymnaste à une jambe est surprenant de force et d'habileté sur la barre horizontale. Les frères Ives ont introduit quelques excentricités musicales extraordinaires.

ACADEMIE DE MUSIQUE. — Les Troubadours, sans varier leur programme, réussissent tous les soirs à attirer des salles combles. Nous rappelons que leur engagement se termine samedi, et nous engageons ceux qui désirent se dérider le front et passer une soirée agréablement à aller les soirs, ils nous sauront gré du conseil que nous leur donnons.

☞ Nous recevons de Mr H. Elfer une invitation pour assister à une fête que donne ce soir, le "Orleans Roller Skating Club". Nous le prions d'agréer nos remerciements.

ANNIVERSAIRE.—L'Association de Bienfaisance Portugaise Lusitanienne célébrera aujourd'hui vingt-septième anniversaire, dimanche 10 octobre 1875, de 11 heures du matin à 4 heures du soir. Nous prions Mr José Baraugné, président de cette association, qui nous a adressé une fort aimable invitation, de vouloir bien recevoir nos plus vifs remerciements.

BILLET GAGNANT.—Mr W. Behrens, demeurant rue Liberté 345, au coin de la rue Erato, certifie, ainsi qu'on le verra dans une annonce insérée plus loin, qu'ayant acheté pour 25 cents au bureau de Mr E. Gérard, rue Liberté 347, entre les rues Erato et Thalie, le quart du billet combinaison Nos 1, 21, 75 de la loterie de la Louisiane qui a gagné le premier lot de quatre mille piastres au tirage de mercredi 6 octobre 1875, le montant du dit billet lui a été payé immédiatement et sur présentation au bureau de la compagnie.

—SAMEDI ! SAMEDI, seulement, le magasin Bien, coin Orléans et Claiborne, sera fermé jusqu'à 9 heures du soir. Cette heure il contiendra une foule immense ; car les amateurs de bon marché préféreront attendre la ré-ouverture du magasin Bleu que d'aller ailleurs, payer des prix fabuleux pour des souliers qui n'auront que le désavantage d'être inférieurs en qualité et beaucoup plus élevés en prix, que ceux qu'ils sauront trouver à l'établissement cité plus haut.

Ceci mérite considération, et nous conseillons aux personnes qui auraient besoin de souliers, d'y aller le vendredi. Pour satisfaire tout le monde, Mr. Durieu a augmenté son personnel de commis actifs et intelligents, de sorte que si grande que soit la foule tout le monde trouvera son affaire.

Immense assortiment de vêtements d'enfants, de 3 à 10 ans, chez C. Lazard & Co., coin Vieille-Levée et Ste-Anne.

MEUBLES.—Nous avons vu, il y a quelques jours, des meubles très nouveaux et très brillants dans une maison qui cependant ne passe pas pour très riche. Etonné de ce luxe, nous avons demandé d'où pouvaient venir ces beaux meubles, supposant naturellement qu'ils avaient été achetés à l'encan. Ils viennent de chez J. Hubbard, qui a un vaste magasin en cette ville, au coin des rues Rempart et Perdido, nous a-t-on répondu, et qui les vend à des prix d'une modicité vraiment incroyable.

Le meilleur et le plus bel assortiment de vêtements d'enfant qui ait jamais été reçu à la Nlle-Orléans se trouve chez C. Lazard & Co., coin Vieille-Levée et Ste-Anne.

UN DISCOURS DE MR BUFFET.—L'agence Havas donne le long suivant de toast porté par Mr. Buffet, vice-président du conseil, au comice agricole des Vosges, à Dompierre.

Mr. Buffet, président du comice, a porté la santé du président de la République :

Ce toast, a-t-il dit en substance, n'a pas besoin de commentaires, car le nom du maréchal résume dans tous les cœurs français de bons sentiments de respect, de reconnaissance et de confiance. Cette confiance est justifiée par les services passés rendus par le maréchal et ne sera pas trompée dans l'avenir. Par son dernier bon sens et son énergie, le maréchal rassure la France. Un fait digne de remarque, c'est que le maréchal, on le sait, n'a qu'une ambition : servir le pays. (Applaudissements.)

En réponse à un membre du comice, le ministre a fait remarquer le changement survenu, depuis l'année dernière, dans la situation. Il était, l'an dernier, par ses fonctions, au-dessus des partis, spectateur non pas désintéressé des débats, puisque l'avenir du pays en était l'objet, mais spectateur réservé. Il n'en est plus de même. Cette nouvelle situation, il ne l'a pas recherchée, et, s'il a hésité à l'accepter, son hésitation venait uniquement de la crainte d'être au-dessous d'une tâche aussi difficile. Le maréchal, qui ne se refuse à aucun sacrifice pour le pays, qui l'a prouvé dès son concours était nécessaire, l'hésitation de Mr Buffet a cessé.

Le but principal du ministère a été d'assurer l'obéissance aux lois constitutionnelles et de défendre, sur ce terrain, le faisceau épars de toutes les forces conservatrices contre les idées révolutionnaires et contre les idées qui, sans être révolutionnaires, se combinaient à la même fin. Le ministère n'est pas une transition entre ce qui est bien et ce qu'il croit être le mal. L'accord qui a présidé à la formation du ministère subsiste avec tous ses membres.

A aucune heure, dans aucune circonstance, il n'y a lamais eu encore d'ensemble plus parfait. Ce dernier, en finissant, M. Buffet adressait un appel patriotique à tous les hommes d'ordre ; il le renouvelle cette année, et il le fait pour former, avec tous les hommes de bonne volonté, une barrière infranchissable aux passions subversives et dangereuses.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Le Bureau d'Ecole.

Jusqu'ici, les délibérations du Bureau d'Ecole n'avaient occupé qu'une très faible place dans les colonnes de la presse ; et il eut été heureux pour lui que se renfermant dans sa sphère modeste il n'eut point visé au bruit ou à la célébrité. Mais il a voulu assumer un rôle qui ne convenait pas à sa taille, et il n'est parvenu qu'à produire des effets scandaleux. Ces scandales, toutefois, ont leur valeur comme curiosité, et c'est à ce titre que nous résumons ci dessous le procès verbal de la dernière séance du bureau.

Etaient présents le juge Dibble, qui paraît être à l'épreuve de tous les voisinages et qui les supporte quels qu'ils soient ; Mr Shaw, duquel nous en dirons autant ; Mr Pinchback qui paraît toujours déterminé à résister à toutes les tempêtes ; Mr Mc Carthy qui est remis de ses fatigues, Mr Ingraham, prêt à tout faire pour efficer son exploit confédéré, MM. Stamps, Tracy, Gandet, Glandin, Bourgeat qui continue à ne pas rougir de ses collègues, Casey, Dumont et Ray—14. Par conséquent le Bureau est en nombre pour délibérer. Beaucoup de spectateurs.

Le petit Boothby présente son rapport. Il invite les directeurs à faire aux écoles de plus fréquentes visites, et prétend que des changements sont nécessaires.

Maître Boothby avoue que le nombre d'institutrices sont incompétentes. Nous y croyons très fort, mais à part quatre ou cinq membres du Bureau, nous doutons que les autres soient à même d'en juger. Partant, à quoi les visites serviraient-elles ?

Mr. Boothy le sait très bien. Aussi demande-t-il qu'un comité spécial soit nommé pour s'occuper de cette affaire. Il indiquera lui-même à ce comité les épurations ou les changements nécessités. La proposition est reçue. Quant à l'exécution, on verra.

Au tour de Pinchback. Il raconte sa visite au *Bulletin* qui n'a voulu recevoir ni lui ni ses collègues, ce qui montre, dit Pinchback, la culpabilité du journal. Si les éditeurs eussent pu prouver les charges contenues dans leurs articles, ils l'eussent pas refusé la conférence. Le refus peut donc être considéré comme l'admission pure et simple de la diffamation envers les écoles, les professeurs et les membres du Bureau.

Cette dernière phrase est élaguée du rapport, le Bureau n'osant pas se permettre une telle liberté de langage. On sait pourquoi. Mais Pinchback est indigné. Il proteste à lui-tout seul contre la pusillanimité de ses collègues. Ils plient comme de mous roseaux, ce qui est contraire à toute dignité, surtout à la dignité des écoles. En conséquence, dit Pinchback, on nous a fait affront au *Bulletin* et nous n'osons pas user de représailles.

La lettre du comité des citoyens est présentée et lue. Nous en avons donné le texte dans notre numéro d'hier matin. Dibble, qui quitte le fauteuil, présente les résolutions suivantes :

Résolu que la communication du comité est reçue sans relation aux résolutions du meeting transmises par le comité.

Résolu que la communication est référée à un comité spécial de trois membres.

Là dessus, Pinchback reprend la parole et vitupère contre le meeting. Il se pose comme le héros du Bureau, attendu que c'est contre lui qu'ont été dirigées les accusations les plus énergiques des orateurs de la place Lafayette. Il se rappelle le mot de l'un d'eux : Quant à Pinchback, c'est le plus grand coquin de tous.—Il se rappelle aussi l'attaque du juge Kennard et dit qu'il l'attribue à un de ses actes pendant qu'il était gouverneur intérimaire de l'Etat.

Quant au comité des citoyens, il dit qu'il est resté chez lui l'attendre toute une semaine. mais il ne s'est pas présenté. S'il était venu, il se serait expliqué de manière à ce qu'il n'eut pu se méprendre. Maintenant, il n'y a rien de précis dans ces accusations et l'on ne sait à quoi répondre. Il ne découvre nulle part de charges spécifiques contre le Bureau. Mais il y voit partout le désir de le discréditer et en même temps de ruiner les écoles tant qu'elles seront sous notre direction. Cela dit, il est prêt à voter pour les résolutions.

Mr Lynch se prononce pour la réception du comité qui a fait sa demande en termes respectueux et courtois. Il est charmé, quant à lui, de l'occasion qui se présente de présenter les choses sous leur vrai jour.

Les résolutions sont adoptées et le président nomme MM. Dibble, Pinchback et Dumont membres du comité.

Une séance exécutive succède à la séance publique et le Bureau admet tous les professeurs réintégrés par le comité, ce qui reporte le nombre total à 49. Par conséquent il faut s'attendre au maintien intégral de la taxe on à une taxe plus forte encore, que le Bureau a toujours à pourvoir à sa dette de $100,000.

Cette question traîne depuis trois ans et nous espérons que la Chambre la résoudra à la prochaine session sans opposition ni de la part du Sénat ni de la part de Mr Kellogg qui commencent à regarder cette affaire comme étrangère à la politique. L'intérêt numérique des radicaux étant chose morte après les élections, dans la ville, le Sénat et Mr Kellogg n'ont rien à perdre à la réduction du budget des écoles.

Arrestation.

Spencer McClellan et George Lizard, alias Mexico, ont été arrêtés hier par l'officier Martin, rue du Canal, sur la charge de vagabondage et comme caractères dangereux. Ils ont été écroués à la geôle du 2e precinct.

Un tiroir qui ne contient pas un trésor.

Un tiroir a été ramassé hier matin vers les 2 heures, sur la Levée devant la rue de l'Hôpital, ayant été probablement abandonné par quelque voleur trop vivement pressé par la police. L'officier qui a visité le tiroir y a trouvé deux clés, deux brackets en cuivre pour le gaz, un lot de vieux papiers et divers reçus appartenant à J. L. Homo, marchand de gibier à l'Eau No 50 du marché français et le maître du tiroir.

Bien volé retrouvé.

Deux détectives, munis d'un mandat de perquisition, ont retrouvé hier matin de bonne heure, les pièces suivantes, supposées avoir été volées :

Un mouchoir de poche, marqué A. H. May Je, enveloppant et contenant $703 en billets d'Etat de la Louisiane.

Un lot de vêtements fins consistant en habits, gilets et pantalons ; un grand couteau de boucher, deux boutons d'argent marqués A. et une montre en vermeil.

Ces pièces ont été déposées à la station centrale, où elles peuvent être réclamées par ceux à qui elles appartiennent.

Aventure d'une vache acrobate.

Nous nous sommes laissé relater par des personnes en la véracité desquelles nous ajoutons foi, un fait des plus drolatiques, qui, tout d'abord, semble dénué de vraisemblance et que voici :

Mercredi dernier, une famille bien connue du premier district, qui réside rue Cavarondelet, dans une de ses actes pendant qu'il était gouverneur intérimaire de l'Etat.

Quant au comité des citoyens, il dit qu'il est resté chez lui l'attendre toute une semaine. mais il ne s'est pas présenté. S'il était venu, il se serait expliqué de manière à ce qu'il n'eut pu se méprendre. Maintenant, il n'y a rien de précis dans ces accusations et l'on ne sait à quoi répondre. Il ne découvre nulle part de charges spécifiques contre le Bureau. Mais il y voit partout le désir de le discréditer et en même temps de ruiner les écoles tant qu'elles seront sous notre direction. Cela dit, il est prêt à voter pour les résolutions.

Mr Lynch se prononce pour la réception du comité qui a fait sa demande en termes respectueux et courtois. Il est charmé, quant à lui, de l'occasion qui se présente de présenter les choses sous leur vrai jour.

Les résolutions sont adoptées et le président nomme MM. Dibble, Pinchback et Dumont membres du comité.

Une séance exécutive succède à la séance publique et le Bureau admet tous les professeurs réintégrés par le comité, ce qui reporte le nombre total à 49. Par conséquent il faut s'attendre au maintien intégral de la taxe on à une taxe plus forte encore, que le Bureau a toujours à pourvoir à sa dette de $100,000.

Cette question traîne depuis trois ans et nous espérons que la Chambre la résoudra à la prochaine session sans opposition ni de la part du Sénat ni de la part de Mr Kellogg qui commencent à regarder cette affaire comme étrangère à la politique. L'intérêt numérique des radicaux étant chose morte après les élections, dans la ville, le Sénat et Mr Kellogg n'ont rien à perdre à la réduction du budget des écoles.

Arrestation.

Spencer McClellan et George Lizard, alias Mexico, ont été arrêtés hier par l'officier Martin, rue du Canal, sur la charge de vagabondage et comme caractères dangereux. Ils ont été écroués à la geôle du 2e precinct.

Un tiroir qui ne contient pas un trésor.

Un tiroir a été ramassé hier matin vers les 2 heures, sur la Levée devant la rue de l'Hôpital, ayant été probablement abandonné par quelque voleur trop vivement pressé par la police. L'officier qui a visité le tiroir y a trouvé deux clés, deux brackets en cuivre pour le gaz, un lot de vieux papiers et divers reçus appartenant à J. L. Homo, marchand de gibier à l'Eau No 50 du marché français et le maître du tiroir.

Bien volé retrouvé.

Deux détectives, munis d'un mandat de perquisition, ont retrouvé hier matin de bonne heure, les pièces suivantes, supposées avoir été volées :

Un mouchoir de poche, marqué A. H. May Je, enveloppant et contenant $703 en billets d'Etat de la Louisiane.

Un lot de vêtements fins consistant en habits, gilets et pantalons ; un grand couteau de boucher, deux boutons d'argent marqués A. et une montre en vermeil.

Ces pièces ont été déposées à la station centrale, où elles peuvent être réclamées par ceux à qui elles appartiennent.

Aventure d'une vache acrobate.

Nous nous sommes laissé relater par des personnes en la véracité desquelles nous ajoutons foi, un fait des plus drolatiques, qui, tout d'abord, semble dénué de vraisemblance et que voici :

Mercredi dernier, une famille bien connue du premier district, qui réside rue Cavarondelet, dans une de ses actes pendant qu'il était gouverneur intérimaire de l'Etat.

Quant au comité des citoyens, il dit qu'il est resté chez lui l'attendre toute une semaine. mais il ne s'est pas présenté. S'il était venu, il se serait expliqué de manière à ce qu'il n'eut pu se méprendre. Maintenant, il n'y a rien de précis dans ces accusations et l'on ne sait à quoi répondre. Il ne découvre nulle part de charges spécifiques contre le Bureau. Mais il y voit partout le désir de le discréditer et en même temps de ruiner les écoles tant qu'elles seront sous notre direction. Cela dit, il est prêt à voter pour les résolutions.

Mr Lynch se prononce pour la réception du comité qui a fait sa demande en termes respectueux et courtois. Il est charmé, quant à lui, de l'occasion qui se présente de présenter les choses sous leur vrai jour.

Les résolutions sont adoptées et le président nomme MM. Dibble, Pinchback et Dumont membres du comité.

Une séance exécutive succède à la séance publique et le Bureau admet tous les professeurs réintégrés par le comité, ce qui reporte le nombre total à 49. Par conséquent il faut s'attendre au maintien intégral de la taxe on à une taxe plus forte encore, que le Bureau a toujours à pourvoir à sa dette de $100,000.

Cette question traîne depuis trois ans et nous espérons que la Chambre la résoudra à la prochaine session sans opposition ni de la part du Sénat ni de la part de Mr Kellogg qui commencent à regarder cette affaire comme étrangère à la politique. L'intérêt numérique des radicaux étant chose morte après les élections, dans la ville, le Sénat et Mr Kellogg n'ont rien à perdre à la réduction du budget des écoles.

Arrestation.

Spencer McClellan et George Lizard, alias Mexico, ont été arrêtés hier par l'officier Martin, rue du Canal, sur la charge de vagabondage et comme caractères dangereux. Ils ont été écroués à la geôle du 2e precinct.

Un tiroir qui ne contient pas un trésor.

Un tiroir a été ramassé hier matin vers les 2 heures, sur la Levée devant la rue de l'Hôpital, ayant été probablement abandonné par quelque voleur trop vivement pressé par la police. L'officier qui a visité le tiroir y a trouvé deux clés, deux brackets en cuivre pour le gaz, un lot de vieux papiers et divers reçus appartenant à J. L. Homo, marchand de gibier à l'Eau No 50 du marché français et le maître du tiroir.

Bien volé retrouvé.

Deux détectives, munis d'un mandat de perquisition, ont retrouvé hier matin de bonne heure, les pièces suivantes, supposées avoir été volées :

Un mouchoir de poche, marqué A. H. May Je, enveloppant et contenant $703 en billets d'Etat de la Louisiane.

Un lot de vêtements fins consistant en habits, gilets et pantalons ; un grand couteau de boucher, deux boutons d'argent marqués A. et une montre en vermeil.

Ces pièces ont été déposées à la station centrale, où elles peuvent être réclamées par ceux à qui elles appartiennent.

Vêtements d'enfant en quantité suffisante pour répondre aux besoins de toute la ville chez C. Lazard & Co., coin Vieille-Levée et Ste-Anne.

VOYAGE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Moulins, 19 septembre.

Le maréchal de Mac-Mahon s'est rendu à la cathédrale vers neuf heures du matin. Une foule considérable stationnait sur tout le parcours. Elle a fait un président de la République un accueil respectueux et sympathique, saluant le maréchal, mais sans pousser aucun cri.

L'évêque de Moulins a reçu le Maréchal président sur le perron de la cathédrale et lui a souhaité la bienvenue. Monseigneur a fait visiter au maréchal de Mac-Mahon la cathédrale.

Aucun incident ne s'est produit.

Les réceptions ont ensuite eu lieu à la préfecture ; elles ont été terminées à dix heures un quart. Le président du conseil général de l'Allier a adressé un discours au maréchal dans lequel il a dit : "Le conseil est heureux de saluer en vous le premier magistrat de la République. Permettez-moi de vous féliciter d'avoir obtenu que la France fut régie par un gouvernement stable et par une constitution définie. L'avenir de cette constitution, sa réalisation complète et prochaine nous paraissent assurées, puisqu'elles sont placées sous votre garde.

Le maire de Moulins a dit : " La municipalité et le conseil municipal de Moulins viennent vous rendre les hommages qui sont dus au chef du gouvernement et vous exprimer combien notre ville est honorée de la visite du président de la République.

La présence du maréchal de Mac-Mahon ne pouvait éveiller dans nos populations qu'une vive et respectueuse sympathie ; mais ce sentiment est d'autant plus unanime qu'avec l'auréole de gloire militaire qui vous entoure, vous avez voulu, au milieu de nos partis, ne servir que ceux de la France. Soyez donc le bienvenu dans notre ville.

Le président du tribunal a prononcé aussi une allocution.

Le maréchal a adressé à tous des paroles de remerciement.

Il s'est entretenu un instant du reboisement et de l'agriculture en chef, à l'occasion des innondations qui ont désolé le département.

On assure que le maréchal, répondant à l'une des allocutions qui lui ont été adressées, aurait dit : "Je vous remercie des sentiments personnels que vous avez témoignés à mon égard. Quant à moi je ne connais qu'une politique, c'est celle de l'amour pour la patrie."

Moulins, 19 septembre, 4 h. soir.

Le maréchal est allé au concours agricole de Souvigny, à quelques kilomètres de Moulins. M. Paimaior, député, et le maire, Mr. Bonnard, lui ont souhaité la bienvenue, en l'assurant des sympathies et du concours de la population.

Le maréchal a remercié Mr. Paimaior et Mr. de Bounaud, et s'est mis aussitôt en marche vers Souvigny. Une foule immense l'attendait à la sortie de la gare et a salué partout son passage par des cris chaleureux de : "vive le maréchal !" Dans un seul endroit, au coin d'une rue, un homme monté sur une borne a poussé le cri de : "Vive la République !" mais ce cri n'a trouvé aucun écho. Le cortège, politique en tête, a parcouru toute la ville de Souvigny pour se rendre à l'ancienne église des Bénédictines, qui est une des plus remarquables de la contrée.

Le clergé de Souvigny est venu recevoir le maréchal à la porte de l'entrée et, après les honneurs religieux d'usage, lui a fait visiter l'église en détail.

Le cortège s'est rendu de là sur le champ de concours agricole, que le maréchal a parcouru dans tous les sens en causant avec divers propriétaires de bestiaux et de machines.

Malgré la pluie, qui a commencé de tomber à trois heures, le maréchal est allé visiter les constructions du train des équipages militaires, puis les casernes de cavalerie, et enfin l'hôpital.

A six heures et demie, le maréchal-président a donné à la préfecture un dîner de quarante-cinq couverts, qui a été suivi d'une brillante soirée. Une foule immense n'a cessé, malgré le mauvais temps, de stationner jusque vers onze heures aux abords de la préfecture.

Le maréchal partira demain matin, à sept heures, par un train spécial, qui le conduira jusqu'à un passage à niveau appelé les Nézits, où il montera à cheval avec son état-major et assistera aux manœuvres militaires.

Deux corps d'armée, campés l'un du côté de Saint-Gérand et l'autre du côté du bois de Monpierres, s'observeront et s'environ réciproquement des reconnaissances jusqu'à ce que l'action s'engage. Le maréchal déjeunera dans le bois et ira ensuite coucher à la Palisse. Il remontera à cheval le lendemain à cinq heures du matin et l'on pense que la revue sera terminée vers dix heures.

A onze heures, le maréchal prendra l'express pour aller coucher à la Clayette, d'où il repartira le lendemain pour aller assister à d'autres manœuvres militaires dans le Loiret et ensuite dans l'Yonne.

(*Correspondance Havas*)

—Le mois de septembre est le mois des discours politiques. Chaque année, depuis 1871, on en voit éclore de toute dimension et de toute importance. Cette saisonnière floraison est fatalement la plus manifestations de ce genre on Mr Naquet et Mr Raoul Duval, chacun à un bout de l'échelle politique, ont tenu la corde.

Le discours de Mr Target, à Livarot, produira moins de sensation, mais il mérite d'être signalé comme symptôme des dispositions et des espérances du centre gauche.

Les membres de l'Assemblée ont compris cette nécessité, ils ont su sacrifier leurs préférences pour créer une institution politique que chacun de nous put honnêtement servir.

C'est un bon exemple que voudront suivre tous les hommes qui appartiennent au parti conservateur, à ce grand parti auquel personne ne peut s'honorer d'appartenir s'il ne prouve facilement le respect des constitutions et des lois librement discutées et votées.

La République, organisée de telle manière que le pouvoir exécutif ne se trouve plus à la merci d'une Assemblée souveraine et que le pouvoir législatif soit partagé entre deux Chambres sans que l'une d'elles, plus directement issue du suffrage universel, puisse impunément faire échec au pouvoir exécutif ; ce pouvoir, confié à un vaillant soldat, homme de bien, n'est-ce pas là, messieurs, un régime qui offre les meilleures garanties pour l'ordre, la liberté et le maintien de la paix ?

N'est-ce pas le seul qui, dans la situation faite à la France, puisse contribuer efficacement à l'apaisement des esprits ?

Telle a été l'œuvre de l'Assemblée. La parole vous sera bientôt rendue ; il vous appartiendra d'en assurer l'existence ou de la condamner.

Ces pièces ont été déposées à la station centrale, où elles peuvent être réclamées par ceux à qui elles appartiennent.

Vêtements à la dernière mode pour jeunes garçons et enfants, chez C. Lazard & Co., coin Vieille-Levée et Ste-Anne.

LA RÉPARTITION DES SECOURS AUX INONDÉS.—Le comité central de secours aux inondés qui s'est réuni aujourd'hui au nombre de l'intérieur, a terminé ses travaux et sera rendu compte, soit d'après les rapports des délégués, soit d'après ceux des préfets, des ravages causés par les dernières inondations, survenues dans les départements de l'Aube, de l'Allier, de l'Hérault, de la Lozère et de la Haute-Loire.

Les renseignements contenus dans ces rapports serviront de base à l'allocation des secours aux nouvelles victimes du fléau.

Toutes ces mesures ne sont que provisoires, et c'est seulement après le retour à Paris de Mme la maréchale de Mac-Mahon que sera définitivement arrêtée la souscription elle-même, ainsi que la répartition des sommes restées disponibles.

Mme la maréchale de Mac-Mahon, qui, malgré les dires contraires de plusieurs de nos confrères, se trouve encore à La Forêt avec ses enfants, ne reviendra à Paris que le 27 courant, jour du retour définitif à l'Elysée de Mr et Mme Thiers.

C'est vers cette même époque que le haut comité de patronage de souscription en faveur des inondés se réunira, sous la présidence de la duchesse de Magenta. Dans cette séance, l'Assemblée arrêtera définitivement la répartition des sommes entre les victimes du fléau.

Dès que ce dernier travail que l'on prépare en ce moment sera terminé, la souscription devra être close et une note officielle annoncera cette résolution du comité de patronage.

Mr le préfet de l'Hérault, avant de quitter Saint-Chinian, a organisé dans cette ville une commission chargée de distribuer les secours et de constater exactement tous les dégâts. Le préfet a donné personnellement une somme de 5,000 francs.

Mgr l'évêque de Montpellier a donné de son côté 4,000 francs.

—Observations d'une femme.

Le pied est le point de départ de toute toilette ; la personne qui peut se bien chausser est très facile à bien habiller ; jamais une femme qui craint d'exposer sa botine aux regards, ne sera élégamment tenue.

L'Allemande, qui généralement a de grands pieds, est toujours mal habillée.

L'Américaine a le pied petit, aussi est-elle élégante, mais la distinction manque, vice qui disparaîtra quand son éducation sera plus accomplie.

La Russe, qui n'est pas jolie, s'habille à ravir ; elle a le pied petit.

L'Espagnole est élégante et presque parfaite ; elle a le pied petit, mais mal chaussé.

La Française a le pied petit, et ses chaussures sont le dernier mot de la perfection.

Concluez, lecteurs.

Ai-je besoin de vous dire que la femme qui a conclu ces observations est née entre la Belgique et la Corse ?....

MOYEN DE PROTÉGER LES MALLES.—Nous lisons dans la *Correspondance universelle* que le cabinet de Washington, sur l'avis du secrétaire d'Etat, se dispose à envoyer une note à toutes les puissances afin de les engager à ajouter à la convention postale internationale de Berne un article portant qu'à l'avenir toutes les valises contenant les plis de la poste devront être en caoutchouc et hermétiquement fermées, de telle sorte qu'en cas de